TABLE DES MATIÈRES

Préface 9
Sommaire 11
Principales abréviations 13
Introduction 17

PREMIÈRE PARTIE
DES INCRIMINATIONS FOISONNANTES

Titre 1: Des incriminations empilées 41
Chapitre 1: Des incriminations symboliques 45
Section 1: Une fonction symbolique 46
I. La nature de la fonction symbolique 46
A. Une croyance 46
1. Une croyance en une catégorie juridique 47
2. Une croyance sous tension 51
B. Une valeur 59
1. L'expression de la valeur 59
2. Les caractères de la valeur 63
II. Le contenu de la fonction symbolique 67
A. L'illicéité 67
1. Un contenu majestueux 67
2. Un contenu pragmatique 71
B. L'internationalité 75
1. Une internationalité intrinsèque 76
2. Un processus d'américanisation 78
Section 2: Une finalité symbolique 79
I. L'extension d'une probité d'affichage 80
A. L'affichage d'une moralisation 80
1. Dans les incriminations 81
2. Dans leur interprétation 84
B. Les moralistes au prétoire 87
1. La privatisation de la probité 88
2. Un nouveau préjudice moral 92
II. La compréhension d'une probité d'affichage 95
A. Une réponse à un besoin 95
1. Un besoin anthropologique 96
2. Une réponse juridique 97
B. Une « moralisation de la vie publique » 101
1. Le droit pénal comme espace moral de substitution 101
2. La recherche d'un équilibre 104
Conclusion du chapitre 1 109

Chapitre 2 : Des incriminations réalistes 111
Section 1: Une réalité criminologique 111
I. Une mesure du manque de probité 112
A. Une mesure traditionnelle 112
1. Les statistiques 112
2. La perception 117
a. Présentation de la méthode 118
b. Critiques de la méthode 120
α Les difficultés liées à la définition juridique 121
β Les difficultés liées à la perception 123
B. Une mesure renouvelée 124
1. Les enquêtes de victimation 125
2. Les enquêtes globales 129
II. Une approche du manque de probité 135
A. Une approche utilitariste 135
B. Une approche relationnelle 137
1. Les réseaux relationnels 138
2. Une même typologie d'auteurs 141
Section 2: Une réalité catégorielle 148
I. Une catégorie dans l'ordre juridique interne 148
A. Un élément matériel étendu 148
1. L'allongement de l'*iter criminis* 149
2. L'autonomisation de la complicité 154
B. Un élément moral dilué 155
1. L'absorption du dol spécial 155
2. La présomption du dol général 157
II. Une catégorie dans l'ordre juridique international 159
A. Des conventions pénales plurielles 159
1. La réalité de l'incrimination 160
2. La divergence des définitions 163
B. L'ordonnancement des conventions pénales 165
1. Le critère *rationae personae* des incriminations 165
a. Les personnes physiques 165
b. Les personnes morales 168
2. Le critère *rationae materiae* des incriminations 169
a. La finalité : le commerce international 169
b. La connexité : retour à la catégorie de probité 170
α Les incriminations similaires 170
β L'incrimination nouvelle : l'enrichissement illicite 172
Conclusion du chapitre 2 177

Conclusion du titre 1 179

Titre 2: Des incriminations éclatées....181
Chapitre 1: Des incriminations concurrentes....185
Section 1: La concurrence législative....186
I. La concurrence par l'intégration normative....186
A. Une concurrence dans le choix du texte de transposition....187
1. Le fondement : une impérativité élastique....187
2. Application critique....188
B. Une concurrence dans la formulation des incriminations....190
1. L'élargissement des incriminations préexistantes....190
2. La création d'incriminations distinctes....192
II. La concurrence par les critères de compétence....194
A. La compétence en droit interne....194
1. Concurrence résultant du critère de territorialité....194
a. Les fondements....195
α Concurrence sur le territoire national....195
β Concurrence internationale des territoires....197
b. Application critique....199
α Les difficultés particulières de localisation....199
β Des incriminations hors frontières....202
2. Concurrence résultant des autres critères....205
a. La compétence personnelle....205
b. La compétence universelle....208
B. La compétence en droit international....212
1. Projection des critères au plan international....212
2. Le cumul des critères de compétence....216
Section 2: La concurrence judiciaire....220
I. Les règles de jonction de procédure insuffisantes....220
A. L'insuffisance des règles de jonction de procédure....221
1. Le dévoiement des règles internes....221
2. L'absence de règles internationales....223
B. L'insuffisance des techniques d'entraide....224
II. Le principe *ne bis in idem*....226
A. La reconnaissance du principe *ne bis in idem*....226
1. Ne bis in idem en droit interne....226
2. Ne bis in idem en droit européen et international....230
B. Le contenu du principe *ne bis in idem*....232
1. Le *bis* : droit pénal, déontologie et poursuites....233
2. L'*idem* : la probité comme ensemble infractionnel....235
Conclusion du chapitre 1....239

Chapitre 2: Des incriminations convergentes 241
Section 1: La convergence théorique 242
I. La pédagogie des métaphores 242
A. La métaphore pyramidale 242
B. Les métaphores circulatoires 248
II. Les limites des métaphores 254
A. La critique des métaphores 254
B. Les concepts de convergence 257
Section 2: La convergence appliquée 261
I. L'échec d'une convergence pyramidale 261
A. L'échec d'une hiérarchie des compétences 261
B. L'échec d'une hiérarchie des incriminations 264
II. La validité d'une convergence circulatoire 271
A. L'influence des incriminations internationales 271
B. La prise en compte des incriminations internationales 276
Conclusion du chapitre 2 283

Conclusion du titre 2 285

Conclusion de la première partie 287

SECONDE PARTIE
UNE PÉNALITÉ RESSERRÉE

Titre 1: Une pénalité ajustée 295
Chapitre 1: Une pénalité ajustée à la fonction 297
Section 1: Une approche originale 298
I. Les fondements 298
A. Les termes d'un débat doctrinal 299
B. Prise de position 301
II. Application 304
A. Indifférence des définitions du droit public 304
B. Indifférence de l'irrégularité de la personne 306
Section 2: Une approche fonctionnelle 307
I. Le contenu de l'approche fonctionnelle 307
A. Une catégorie d'infractions attitrées 307
1. Les catégories traditionnelles 308
a. Personne dépositaire de l'autorité publique 308
b. Personne chargée d'une mission de service public 309
2. Les catégories supplémentaires 313
a. Personne chargée d'un mandat électif public 314
b. Autres fonctions visées 315
B. Une catégorie imparfaite 318
1. Proposition de rassemblement autour d'un concept unique 318
2. Le rattachement de quelques électrons libres au concept 321

a. Ce que l'on ne rattache pas....321
b. Ce que l'on rattache....327
α Manquement aux obligations de déclaration....327
β Les agents de justice nationaux....329
γ Les agents publics internationaux....331
II. La confirmation de l'approche fonctionnelle....333
A. Une confirmation internationale....333
1. Quant à la notion d'agent public....333
a. Approche fonctionnelle du droit de l'Union européenne....333
b. Approche fonctionnelle du droit international....335
2. Quant à la notion de marché public....337
B. Une confirmation en théorie générale....338
1. La fonction publique – condition préalable (non)....338
2. La fonction publique – élément de la pénalité (oui)....341
Conclusion du chapitre 1....345

Chapitre 2: Une pénalité ajustée à la personne....347
Section 1: La détermination de la personne....347
I. La personne physique....348
A. Le visage de la fonction publique....348
B. Le visage face à la décision collective....351
II. La personne morale....354
A. Des sources protéiformes....354
1. Des sources contraignantes incertaines....354
a. Les sources nationales....354
b. Les sources internationales....364
2. Des sources non contraignantes certaines....366
a. La RSE, préventive de responsabilité pénale....366
b. La RSE, source de responsabilité pénale....370
B. L'exercice particulier de la responsabilité....378
1. Particularités des personnes morales publiques....378
2. Particularités des groupes d'entreprises....381
Section 2: La défense de la personne....386
I. La protection fonctionnelle....386
A. La protection par l'administration....386
1. Une protection malgré un délit pénal....386
2. Une protection malgré un manquement à la probité....390
B. Les immunités....395
1. Les privilèges de juridiction....395
2. Les immunités *stricto sensu*....399
II. La justification individuelle....403
A. Des faits justificatifs particuliers....403
1. L'état de nécessité et le commandement de l'autorité légitime (non)....403
2. L'autorisation de la loi (oui)....406

B. Des faits justificatifs nouveaux ? 407
1. Hypothèse de la transparence....408
2. Hypothèse de la légitime défense économique 411
Conclusion du chapitre 2 415

Conclusion du titre 1 417

Titre 2: une pénalité recentrée....419
Chapitre 1: Une pénalité recentrée sur la sanction....421
Section 1: Les sanctions extrapatrimoniales 422
I. La sanction privative de liberté 422
II. Les sanctions non privatives de liberté 424
A. L'inéligibilité 425
B. La réputation....430
Section 2: Les sanctions patrimoniales 431
I. Les peines patrimoniales 432
A. L'amende à taux mobile....432
B. La confiscation *in personam* 434
II. Les mesures de sûretés patrimoniales 437
A. La confiscation *in rem* 437
1. Nature juridique 437
2. Consécration française 441
B. La restitution....444
1. Un mécanisme limité 444
2. De la restitution à l'affectation....447
Conclusion du chapitre 1 451

Chapitre 2: Une pénalité recentrée sur son application 453
Section 1: Une application éprouvée 454
I. Une application éprouvée par l'opinion....454
A. Une condamnation spontanée....454
1. La vindicte populaire 454
2. La tentation d'un justicialisme....460
B. Une condamnation encadrée par le droit pénal 463
II. Une application éprouvée par la transparence 467
A. L'institutionnalisation de la transparence 467
B. Les rapports entre transparence et droit pénal....475
Section 2: Une application raffermissante 480
I. Raffermir le devoir de probité par le procès : fondements 480
II. Raffermir le devoir de probité par le procès : mise en œuvre 488
A. La mise en œuvre nationale....489
1. Une répression faible : l'impuissance judiciaire ? 489
2. L'accusation récurrente d'instrumentalisation 491
3. Une absence de politique pénale....497

B. La mise en œuvre internationale....501
1. L'utopie réaliste....501
2. L'utopie réalisée....510
a. Le contexte....512
b. Le manquement....519
Conclusion du chapitre 2....523
Conclusion du titre 2....525
Conclusion de la seconde partie....527
Conclusion générale....529
Annexe....535
Bibliographie....547
Index de jurisprudence....623
Index alphabétique....631